

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
21, rue du XXI^e Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. -- par an
Autres pays. 9 fr. --

La question de l'Istrie

La nationalité de la population de la péninsule istrienne et de ses îles est de beaucoup plus uniforme que les chiffres de la statistique officielle (223.318 Yougo-Slaves, 147.417 Italiens) pourraient le faire croire.

Au XV^{me} siècle, Aeneas Silvius Piccolomini, qui, avant de devenir pape sous le nom de Pie II, était évêque de Trieste, écrivait : « *Istri hodie Schlavi sunt quomois maritima urbes italico sermone utuntur utriusque lingue perlitam habentes* » (Les Istriens sont aujourd'hui des Slaves bien que dans les villes du littoral, où l'on connaît les deux langues, les habitants se servent de la langue italienne). Aujourd'hui l'Istrie a la même physionomie, bien que les guerres fréquentes qui, jusqu'à 1617 (paix de Madrid) se sont déroulées sur son territoire, aient presque complètement dévasté la plus grande partie de la presqu'île. En outre, la peste qui, en 1200 et 1630, a fréquemment sévi, principalement sur la côte occidentale, a presque exterminé la population de cette région. En 1630, par exemple, n'ont survécu à la peste que 300 personnes à Pola et 100 à Parenzo. Les régions ravagées par la peste et par les guerres ont été repeuplées par des agriculteurs et des bergers slaves que les maîtres de l'Istrie et les féodaux allemands avaient fait venir de la Péninsule balkanique. Dans quelques centres seulement, Venise remplaça la population urbaine disparue, par des commerçants et des fonctionnaires venus de la Péninsule italique. C'est ainsi que, à la fin du XVI^{me} siècle et au commencement du XVIII^{me} siècle, l'élément italien de l'Istrie ne comptait presque pas à côté de l'élément slave. Ce n'est qu'au cours du XVIII^{me} siècle, qu'une nouvelle immigration, partie du Frioul occidental (Italie du Nord), renforça l'élément italien de la péninsule. Depuis cette époque, la langue liturgique slave commence à disparaître des églises de l'Istrie occidentale. L'asservissement économique du paysan slave aux usuriers italiens lui enleva la force de résister aux puissants seigneurs des villes. Il s'ensuivit alors un long assoupissement national dans les masses agricoles slaves de cette partie de l'Istrie, assoupissement qui, aux yeux des étrangers, ne fut interrompu par des signes de réveil que depuis l'introduction du suffrage universel en Autriche (1907). Voilà pourquoi les statistiques officielles, qui n'indiquent dans la partie occidentale de l'Istrie qu'un pourcentage assez faible de Slaves, ne donnent aucune base solide pour juger du caractère national de cette région.

Il n'y a dans toute l'Istrie, entre Rovigno et Pola, que cinq localités rurales (Valle, Dignano, Fasana, Galena et Sissano) dont la population soit de race et de langue italiennes. Les parties orientales et centrales sont, sauf quelques noyaux insignifiants, entièrement slaves. Sur la côte occidentale, les petites villes italiennes, économiquement débiles, ne forment que des îlots dans la campagne slave et ne sont, d'après la comparaison heureuse d'un député, que « des boutons sur un manteau slave ». La ville de Pola est la seule agglomération importante de l'Istrie. La statistique autrichienne de 1910 indique, pour cette ville, 29.000 Italiens et 13.000 Slaves. Cette statistique a été démentie par les élections de 1911 et de 1914, dont les résultats laissent conclure à la présence d'un nombre à peu près égal de Slaves et d'Italiens à Pola. Cette ville doit son progrès exclusivement à sa qualité de port de guerre de la monarchie austro-hongroise. En 1841, elle ne comptait que 1076 habitants, petit îlot dans la campagne slave qui l'entoure. L'Autriche a élevé le nombre de sa population à 30.000 habitants en 1910. Comme centre commercial, Pola ne compte pas et, avec la disparition de l'Autriche-Hongrie, son importance est extrêmement réduite. Si le désar-

mement général doit suivre la guerre mondiale, Pola redeviendra une petite ville comme ses sœurs de la côte occidentale istrienne, dont la population n'a, depuis cent ans, presque pas augmenté.

Les premières élections législatives, faites sur la base du suffrage universel (1907), ont révélé le vrai caractère national de l'Istrie. Tandis que, dans l'Istrie orientale et centrale et dans les îles, les candidats slaves furent élus à l'unanimité, ou à peu près, les candidats italiens durent entrer en ballottage avec les candidats slaves dans les circonscriptions de Parenzo-Rovigno-Montona (4699 Italiens et 4.713 Slaves) et de Pola (3.332 Italiens et 3.198 Slaves). En outre, dans la troisième circonscription italienne (les communes de Capodistria et de Muggia, le district de Pirano et une partie du district de Buje), ce sont les 1.600 électeurs slaves qui ont décidé, au deuxième tour, de l'élection du candidat conservateur italien qu'ils préféraient aux autres. Dans la circonscription de Parenzo-Rovigno-Montona, le candidat italien n'a été élu qu'avec une majorité de 620 voix (6.424 contre 5804) contre le candidat slave.

Il n'existe donc nulle part en Istrie un territoire italien compact. C'est pourquoi toute l'Istrie doit être attribuée à notre Etat, qui devra garantir à l'élément italien son libre développement.

Aucun intérêt économique ne lie l'Istrie à l'Italie. L'Istrie est un pays pauvre. Le vin y est le seul produit d'exportation digne de mention. L'Italie, avec sa surproduction de vin, rendrait impossible la vente du vin istrien et amènerait ainsi la ruine économique du pays.

Les Italiens en Dalmatie

Le vice-amiral italien Milo, gouverneur de la Dalmatie et des îles occupées, a adressé aux commandements subalternes la circulaire suivante :

« Plusieurs commandements auxquels fut donné l'ordre de distribuer des denrées alimentaires à la population dalmate et de garder les recettes ainsi réalisées pour couvrir les frais de propagande, m'informent que les sommes considérables ainsi obtenues ne peuvent servir utilement à cette fin; il a en effet été prouvé que le seul moyen efficace de propagande est la distribution gratuite des denrées. Par conséquent, je retire la dite autorisation et j'invalide tous les commandements à envoyer au gouvernement de Dalmatie, d'ici fin mars, toutes les sommes qu'ils ont encore et de justifier les dépenses faites par les reçus individuels des personnes qui ont touché de l'argent. Je me réserve le droit d'ordonner l'envoi aux caisses gouvernementales de Zadar et de Sibienik de toutes les sommes considérées comme inutiles ou dépassant le montant nécessaire aux besoins de la propagande. »

UNE

Mise au point de M. Tressitch-Pavitchitch

M. Tressitch-Pavitchitch nous fait remarquer que dans son interview publiée sous le titre La Conférence de Paris et l'avenir, dans la « Serbie » du 7 avril 1919, sa pensée exprimée en français a dépassé ce qu'il avait voulu dire au sujet de la Grèce. Il n'avait entendu que rappeler l'existence d'éléments serbes sur le territoire grec pour montrer les sacrifices déjà faits par le peuple serbe. Son allusion à la mer Egée se rapportait à la possibilité d'établir des communications libres avec cette mer.

La rhapsodie magyare

Dans les têtes chaudes des bolchévistes nationalistes magyars est née l'idée bizarre de déclencher la révolution en Serbie. Leur désir d'y parvenir est si vif qu'ils ne se soucient même pas de savoir réalisé ce qu'ils rêvent. Ils se hâtent d'informer l'Europe de leur fantaisie dans des dépêches confuses qui trahissent elles-mêmes le manque de fondement de leurs nouvelles sensations.

D'ailleurs, c'est la même politique qui s'est déjà manifestée plusieurs fois sous le gouvernement Karolyi. Les bolchévistes, dont la morale est diamétralement opposée à la morale normale de l'Europe, ne voient dans le mensonge qu'un excellent moyen d'aboutir. On se souviendra certainement combien de fois la révolution a éclaté en Roumanie, en Tcheco-Slovaquie, ou encore de l'assassinat du roi Ferdinand, annoncé par les agents magyars. Il s'agit de créer la confusion partout et de provoquer dans les états d'âme des tiraillements dont ils tireront avantage pour la Hongrie intégrale, qui est une idée très chère aux bolchévistes nationalistes magyars.

De quelle dictature du prolétariat pourrait-il, en effet, être question en Serbie, où il n'y a même pas de prolétariat et où il n'y a que 5 mille ouvriers environ sur une

population de trois millions de paysans petits propriétaires. La dépêche magyare parle même de 160.000 prolétaires serbes. Notre armée tout entière n'atteint malheureusement pas davantage ce chiffre : Où donc ces prolétaires si nombreux se trouveraient-ils ?

Il se peut pourtant qu'il y ait eu quelque agitation en Hongrie méridionale, à laquelle les Serbes sont tout-à-fait étrangers. Aussi bien les Serbes de la Serbie proprement dite, mais encore les Serbes de ces régions-là. A ce mouvement, participent exclusivement les Magyars ou, plus exactement, les employés magyars qui sont restés dans les pays occupés et qui y étaient envoyés comme colons et magyarisateurs. Les grèves que les Magyars ont provoquées il y a quelque temps en disent assez sur ce chapitre !

Les autorités militaires serbes sauront comment, à l'égard de ces colons agitateurs, ils doivent agir et les bolchévistes nationalistes seront très étonnés de voir l'armée serbe sous un tout autre jour qu'ils ne le désiraient. Et alors, dans leur repentir, ils pourront se répéter les paroles de Molière : « Tu l'as voulu, Georges Dandin ! »

Le conflit avec l'Italie au point de vue social

Il est hors de doute que le désir de liberté des peuples n'est pas seulement une aspiration nationale, mais l'aspiration à un meilleur ordre social. Les peuples qui ont connu la domination étrangère rendent responsable de tous les mécontentements le peuple maître et lui attribuent avec raison, dans la majorité des cas, leur misère sociale. Aussi la volonté des peuples dans la soumission de vivre en liberté renferme-t-elle l'espérance que, dans une communauté où ils auront la liberté de décider de leur sort, leur vie sera plus heureuse et plus aisée. Le problème ainsi conçu explique dans une large mesure la fureur nationaliste dont sont agités les peuples soumis et leur nervosité aiguë à l'idée qu'ils continueront à subir la domination étrangère. Cette disposition d'âme explique également l'absence de socialisme internationaliste chez les peuples non-libres.

Se basant sur le droit de conquête, l'Italie convoite des régions habitées par l'écrasante majorité d'un peuple étranger qui, durant sa longue vie de misérable esclave, a créé la forme la plus haute de nationalisme, accentué par un vif mécontentement social. L'Italie veut prendre Fiume parce qu'elle prétend que Fiume yougoslave ruinerait Trieste italienne. L'Italie convoite également la Dalmatie et les îles, alléguant la nécessité de fortes barrières stratégiques pour défendre le monde contre de nouvelles ruées des Germains. Enfin, l'Italie a encore quelques arguments en dépôt, qu'elle tire suivant les besoins de l'heure.

Supposons que l'Italie soit en mesure de convaincre de son droit les auteurs du monde futur qui s'agent à Paris, et qu'elle entre en possession des provinces et villes convoitées. Elle acquerrait de ce fait une très forte population yougoslave homogène et au plus haut degré nationalement éveillée, en même temps que socialement mécontente.

Supposons encore que l'Italie parvienne, au moyen de la force, à juguler le nationalisme du peuple subjugué et à créer un ordre politique plus ou moins stable. Il resterait à élucider la question de savoir comment l'Italie réussirait à apporter une amélioration sociale si nécessaire là où le

mécontentement social est attribué forcément à la domination étrangère.

On sait que les provinces que l'Italie convoite, la Dalmatie et l'Istrie, vivaient dans la plus grande misère sous la domination autrichienne et qu'elles constituaient une partie énorme du contingent des émigrants en Amérique du Nord et du Sud. Les causes en étaient, d'une part, la pauvreté du sol, et d'autre part, le manque de communications, ainsi que la désastreuse politique commerciale de Vienne. Ces provinces ont à peu près les mêmes produits que l'Italie. Pour s'assurer le marché italien pour certains de ces articles, l'Autriche sacrifiait la production de ces provinces en laissant l'entrée libre aux produits italiens identiques. Les produits de ces provinces étaient incapables de soutenir la concurrence italienne. Les produits italiens, moins chers à cause de la fertilité plus grande du sol italien, et surtout à cause des meilleurs moyens de communications de l'Italie, délogèrent du marché les produits des provinces en question, amenèrent la ruine dans ces provinces, dont les fils prenaient la route de l'exil et ressentait en même temps une haine inextinguible contre l'oppressur. L'Italie a donc ruiné indirectement le paysan yougoslave de la Dalmatie et de l'Istrie, déjà du temps où ceux-ci subissaient la domination autrichienne. Qu'arriverait-il si les frontières n'existaient plus entre l'Italie et ces provinces? Le producteur de ces pays serait ruiné plus encore si possible et serait obligé, ou bien de partager le sort des misérables hères de l'Italie méridionale, ou bien de s'expatrier volontairement.

Tel est le problème qui se pose à l'Italie conquérante et impérialiste.

Il resterait encore à se demander comment ces déshérités supporteraient la misère nouvelle, plus noire que l'ancienne, que leur imposerait le nouveau maître.

Ces hommes-là verraient de l'autre côté des frontières leurs frères de race vivant sous un régime de liberté politique, en même temps que progressant économiquement. Dans tout le pays des Serbes, Croates et Slovènes, les produits de la Dalmatie non occupée auront, en effet, un écoulement assuré, d'autant plus qu'ils jouiront

d'une sorte de monopole, en tant que bénéficiaires des conditions du climat.

Rien que cette comparaison des conditions de vie entre deux tronçons d'une même population provoquerait un mécontentement dont on ne peut mesurer la grandeur. Et ce mécontentement agirait comme un stimulant inouï du sentiment national qui se maintiendra vivace malgré tous les empiétements de la force brutale. Que ferait alors l'Italie, cette Italie dont les conditions sociales intérieures laissent à désirer? Elle devrait tenir dans ces provinces des armées entières, élever des fortifications coûteuses et faire des dépenses énormes au préjudice de son propre peuple nécessairement mécontent.

Si les hommes d'Etat italiens ne veulent pas acculer l'Italie de demain à des malheurs irréparables, qu'ils approfondissent un peu mieux tous ces problèmes! Leurs connaissances seront très salutaires au lendemain qui s'annonce très orageux.

L. POPOVITCH.

La Conférence de la paix

Neuvième lettre

La semaine critique, celle des grandes décisions, s'est terminée sans que les problèmes principaux de la paix aient trouvé leurs solutions adéquates. Elle ne s'est pas terminée, cependant, sans faire avancer quelque peu les travaux de la Conférence. Le public ne sait encore sur les décisions prises rien de positif, et pourtant de nombreux signes indiquent que des compromis sont en train de se faire et que, bientôt, on connaîtra les clauses préliminaires de la paix élaborées par le Conseil des Quatre.

On nous assure que la question de la frontière occidentale de l'Allemagne a été résolue de façon à éviter des annexions de territoires allemands, et à donner en même temps les garanties nécessaires à la France pour sa sécurité future. En ce qui concerne le bassin minier de la Sarre, son exploitation économique par la France est admise en principe, et il ne reste qu'à trouver des formules juridiques pour régler le régime mixte franco-allemand qui y sera appliqué. La question des frontières de la Pologne sera également résolue d'ici à quelques jours, avec l'aide de M. Paderewski, président de la République Polonaise, qui est arrivé à Paris. La grosse question des réparations et de l'indemnité préoccupe également le Conseil des Quatre qui siège presque en permanence, malgré l'indisposition du président Wilson, remplacé provisoirement par son ami le colonel House. On affirme dans les milieux ordinairement bien informés que l'accord a été déjà réalisé dans les questions de principe et qu'il ne s'agit plus que d'appliquer la formule générale adoptée qui établit la nature et le montant de l'obligation de l'Allemagne qui doit faire les dues réparations.

C'est ainsi que les optimistes envisagent la situation, exprimant le ferme espoir de voir avant Pâques toutes les conditions préliminaires de paix arrêtées et prêtes à être soumises à l'Allemagne. Le travail purement interallié serait donc terminé dans un délai relativement bref, et une fois l'entente et l'unité de vues réalisées entre les Alliés, on pourrait affronter avec plus de calme et de sang-froid la situation en Russie, en Allemagne et partout ailleurs.

Cet optimisme n'est pas partagé par le public. Mais tout le monde reconnaît que les peuples réclament la paix et qu'on ne pourra pas prolonger indéfiniment une situation aussi incertaine. Les décisions doivent donc intervenir un jour ou l'autre, et devant la perspective de solutions

transactionnelles qui ne satisferaient personne complètement, une réaction commence à se faire sentir, réaction confuse, mais qu'il n'est pas inutile de signaler pour donner une idée de la désorientation de l'opinion publique. D'un côté, une campagne violente est menée par la presse Northfield contre Lloyd George et contre toute la Conférence, et de l'autre côté, des rumeurs courent sur la retraite prochaine de M. Clemenceau.

M. Lloyd George s'est vu obligé de déclarer dans le « Petit Parisien » que l'ambassade britannique était à l'abri de toute épreuve. Quant à la prétendue fatigue de M. Clemenceau, M. Steed, qui est allé pressentir l'illustre président du Conseil français à ce sujet, écrit dans le « Times » que M. Clemenceau ne montre aucun signe de fatigue, mais que certains changements sont bien à remarquer chez lui. « Son visage, dit M. Steed, avait une expression de mélancolie que je n'avais jamais remarquée auparavant. Le sentiment que ses collègues du Conseil des Quatre s'égareraient, que leur résistance inexplicable à affronter résolument les questions qui devenaient chaque jour plus aiguës étaient de nature à compromettre toute l'œuvre de la paix, enfin sa propre détermination de faire à tout prix son devoir à l'égard de son pays, telles sont les causes principales d'une expression que je ne puis qualifier autrement que de tragique ».

Les milieux italiens s'agitent également et l'on chuchote qu'une action Bissolati-Canepa se préparerait pour renverser Sonnino et recevoir possible une entente amiable avec les Sudslaves.

Toutes ces combinaisons caractérisent suffisamment l'atmosphère qui règne à Paris et qui ne s'éclaircira que le jour où les grandes puissances sortiront des mystères de la diplomatie secrète pour présenter aux peuples les fruits de leurs conciliabules. Ce jour approche et le public devrait avoir de la patience.

Quant à notre problème national, il vient d'être traité par le Conseil des Quatre d'une façon qui nous donne une certaine satisfaction formelle. L'Italie soutenait, dès le début, que, dans la question adriatique, elle ne représentait pas une des parties placées sur le même pied que notre Royaume, mais que ce serait elle qui déciderait en sa qualité de grande puissance. D'après la thèse italienne, nous seuls, en tant que représentants d'un petit Etat, aurions le rôle de réclamant, tandis que l'Italie ferait partie du conseil qui aura à juger. Ce point de vue, plutôt orgueilleux que politique, n'a pas été admis par le Conseil des Quatre. M. Orlando a été mis en demeure de choisir: ou consentir à une discussion contradictoire avec les représentants de notre Royaume, ce qui équivaldrait pratiquement à l'admission au Conseil des Quatre d'un délégué de notre Royaume, qui y siègerait au même titre que le délégué italien; ou bien abandonner provisoirement, dans cette question particulière, sa place de membre du Conseil des Quatre pour devenir, ce qu'il est en réalité, le représentant d'une partie intéressée dans le litige en question.

M. Orlando a préféré cette dernière solution. C'est pourquoi le 3 avril, au matin, le premier délégué italien a eu à exposer devant MM. Wilson, Lloyd George et Clemenceau la thèse italienne, et l'après-midi, M. Troumbitch, le second délégué de notre Royaume, a présenté notre thèse. Pour ménager la susceptibilité des Italiens, le Conseil des Quatre publiait le même jour un communiqué disant que M. Orlando avait amicalement expliqué à ses collègues les raisons pour lesquelles il ne croyait pas devoir prendre part aux délibérations du Conseil en présence des délégués sudslaves.

Les Italiens, profitant de ce communiqué, se sont empressés de donner à la presse une version inexacte de l'affaire. M. Barzilai a fait convoquer les journalistes pour leur dire que M. Orlando ne pouvait pas entrer en discussion avec les représentants des Croates et des Slovènes qui, jusqu'au dernier moment, se battirent avec acharnement contre les Italiens.

Prétexte lamentable et ridicule quand on pense à tout ce qui a précédé l'effondrement de l'Autriche et comment les Italiens recherchaient et implorèrent, après Caporetto, l'aide des Yougoslaves pour sauver l'Italie d'une nouvelle catastrophe. Il est vraiment triste de constater que M. Orlando, qui avait patronné le Congrès de Rome, et M. Barzilai, qui avait tenu le discours le plus fougueux, criant à faire sauter les vitres de la grande salle du Capitole, que ces deux hommes, qui conduisent l'Italie en ce moment vers un but incertain, n'ont pas même attendu le premier anniversaire du Congrès de Rome pour renier toutes leurs paroles et tous leurs serments du mois d'avril 1918. On voit que la théorie germanique du « chiffon de papier » a fait de jolis progrès en Italie!

La manœuvre très habile de la délégation italienne, pour masquer sa propre défaite dans cette question importante de procédure, a été facilitée par la rigidité de notre délégation qui s'en tient au protocole et s'entoure du même mutisme que les diplomates des grandes puissances. Une des causes pour lesquelles nous n'avons pas réussi à faire défendre notre point de vue par la presse, c'est que nous ne donnons pas aux journalistes ce dont ils ont besoin: des informations complètes et de première main. Nous n'aurions pas dû nous laisser devancer ainsi par les Italiens.

En ce qui concerne Fiume, on parle beaucoup, dans les milieux américains, d'une combinaison mixte. On distinguerait entre le port de Fiume, que l'on attribuerait à nous, et la ville même, que l'on réserverait d'une façon ou d'une autre à l'Italie.

Cette solution est inacceptable pour nous, car elle aggraverait le conflit au lieu de l'aplanir.

M. le professeur Reiss a fait, la semaine dernière, au Cercle français de la presse étrangère, une conférence magistrale sur les atrocités austro-bulgares en Serbie. La conférence était organisée par le Comité de propagande balkanique, auquel revient tout l'honneur de la réussite brillante de cette manifestation franco-serbe. En présence de nombreux personnages politiques et militaires français, et sous la présidence de M. Maginot, ancien ministre, M. Reiss a fait un tableau saisissant de nos martyrs. De toutes ses paroles ressortaient les sentiments profonds d'amitié qu'il éprouve pour le peuple serbe. Nous devons garder une reconnaissance éternelle à M. Reiss de son dévouement à la cause de la vérité. Et nous tenons à remercier très chaleureusement MM. Husson, R. Moulin et Bonassieux, les organisateurs de cette belle manifestation dont ils avaient pris l'initiative.

POLITICS

Le plan des bolchévistes magyars

Le général Smuts, négociateur expérimenté des affaires austro-hongroises, a étonnamment vite terminé sa visite à Budapest. Tout permet de croire que les impressions qu'il a recueillies sur place ne sont pas très encourageantes, ce qui forcément amène cette question: agirait-on ou non en Hongrie et, si oui, comment?

En attendant la décision de l'Entente, les Hongrois agissent en quatrième vitesse. Déjà plus d'une quarantaine d'ordonnances ont été édictées qui ont trait à toutes les formes de la vie d'Etat. La socialisation se poursuit dans tous les domaines de l'Etat avec une rapidité fébrile. L'ordre communiste prend la place de l'ancien régime, sans aucune protestation apparente de la part de ceux que visent les mesures nouvelles et qu'elles atteignent le plus sen-

siblement. Il semble que l'ancienne Hongrie des grands propriétaires et des hobereaux soit morte; la voix des anciens maîtres paraît étouffée avec celle de la bourgeoisie sous l'effet de la meule qui tourne vertigineusement des zélés créateurs qui se proposent de faire un monde nouveau sur la base de l'ancienne pourriture et, en même temps, de récupérer les anciennes frontières de la Hongrie. Aux idées directrices de cette activité s'adapte aussi la nouvelle morale, qui rompt tout rapport avec le passé abhorré.

Bela Kun nous dit la tactique que le mouvement doit adopter pour aboutir:

«... les actes ne s'écoulent pas en ligne droite, mais se meuvent dans une opposition nécessaire. Ce qui était inopportun hier est non seulement bon, mais encore nécessaire aujourd'hui, grâce au changement de situation, et Lénine avait raison lorsqu'il nous répétait journalièrement, à nous, ses disciples, ces paroles de Guillaume Liebknecht: « Si c'est nécessaire, je changerai de tactique vingt-quatre fois durant vingt-quatre heures. »

C'est la tactique et la morale de la révolution magyare, qui est éloquente, très éloquente, et le Conseil des Quatre en concevra certainement toute l'importance, surtout s'il la met en corrélation avec les faits et les paroles du gouvernement des Soviets magyars.

Bela Kun et ses adeptes ont témoigné d'une certaine courtoisie et d'une certaine bonne volonté à l'égard de l'Entente. Ils ont souvent souligné leur décision de n'attaquer ni les nouveaux Etats nationaux fondés sur les débris de l'ancienne monarchie, ni les forces de l'Entente. Ils ont parlé ainsi, officiellement. Mais autres sont leurs expressions lorsqu'ils déploient leur programme devant ceux sur lesquels ils fondent leur pouvoir.

Dans le premier numéro du journal « Le soldat rouge », le commissaire pour la guerre, Joseph Pogany, préconisait la nécessité d'une armée rouge, en établissant ainsi les buts:

« La vocation historique des ouvriers magyars les oblige, non seulement à communiser les usines et les terres des capitalistes, mais aussi toutes les usines, mines et terres qui sont actuellement en possession des boyards roumains, des capitalistes tchèques et des généraux serbes. Le devoir historique de l'armée rouge est qu'en union avec l'armée rouge des soviets russes, elle terrasse pour l'éternité le capitalisme. »

Le suppléant du commissaire de la guerre, Szamuely, écrivait que « l'armée rouge ne peut avoir que deux chemins devant elle: vaincre ou mourir ».

Le commissaire de la guerre Pogany disait dans un discours: « Nous défendrons et tiendrons jusqu'à la dernière goutte de notre sang nos mines et notre Banat et nous ne tolérerons pas que l'impérialisme capitaliste ou l'avidité des boyards ait dans ses mains ce qui est indispensable à la vie et au bien-être du prolétariat magyar victorieux. »

En demandant des volontaires pour la marine fluviale, l'appel officiel dit entre autres:

« Nous voulons armer toutes nos unités fluviales pour que nous soyons en état,

FEUILLETON

RÉSUMÉ

des opérations de la bataille du Vardar (Septembre 1918)

(Suite.)

L'aviation a continué à se montrer très active au cours de ces opérations; reconnaissances d'armée, jalonnements, patrouilles, bombardements et attaques à la mitrailleuse, constituent pour cette journée sa tâche utile et sa contribution au succès général.

Donc, tous les efforts que l'ennemi a fait pour nous empêcher de passer sur la rive gauche de la Cerna restèrent vains. Cet insuccès l'a obligé à se décider à abandonner son front de la boucle de la Cerna et plus à l'ouest, et, en effet, le communiqué des armées alliées annonce que l'ennemi abandonne la majeure partie de ses lignes fortifiées de Monastir à Doiran. Les opérations du 21 septembre ont coupé les lignes de communications les plus directes entre les armées qui se trouvaient dans la vallée du Vardar et celles qui opéraient dans la direction Prilep-Monastir. Le coin a pénétré si profondément dans le dispositif de ces armées que les ailes commencent à céder. En exerçant une pression sur le flanc gauche de l'ennemi, la 1re armée serbe a contribué à l'abandon des lignes adverses sur le front du corps expéditionnaire italien et le front des divisions de l'A. F. O., parce que l'ennemi n'a que le souci de garder la seule ligne de communications qui lui reste et qui mène de Prilep à Vélès, sans quoi, il serait réduit à sa dernière ligne qui le conduit par Kusevo à Uskub et qu'il doit cependant réserver à ses troupes qui opèrent sur le front de Monastir à l'ouest.

Par suite de l'avance de la 2me armée serbe qui borde le Vardar, de Demir Kapu jusqu'à l'embouchure de la Cerna, l'ar-

rière principale de toutes les forces qui opéraient de Huma jusqu'à Doiran et Vélès est également occupée. Il ne lui reste que la seule route de Stroumica, laquelle, en effet, débordait de convois innombrables.

28 septembre 1918.

2me armée. — La division du Timok a atteint la veille le Vardar avec ses deux colonnes. L'ennemi a incendié ses dépôts de munitions à la gare de Demir Kapou et à Banja. Dans la journée cette division envoie des reconnaissances et élargit son secteur jusqu'au monastère de St-Georges. Elle dirige des détachements mixtes sur Davidovo et Melickovo pour couper la retraite à la 5me division bulgare qui se replie en traversant le fleuve. En outre, elle occupe, sur la rive gauche, Kureinica et la cote 290, où il y a quelques éléments ennemis avec de l'artillerie de montagne. La gauche s'empare du Dab'jani et des crêtes au nord-est et se rapproche de la position de Kiritz-Tepe sur laquelle l'ennemi s'est retiré et a commencé à se retrancher. Les patrouilles de cavalerie poussent jusqu'à Hudovo, où elles apprennent que le 2e régiment bulgare, appartenant à la 5me division, est arrivé le jour précédent, vers midi, au village, accompagné de deux batteries de campagne avec la mission de protéger la retraite de la 5me division qui passait le fleuve à Hudovo, se repliant sur Radovisto.

La division yougoslave borde le Vardar entre le ruisseau qui passe par le village de Tremenic et le confluent de la Cerna et du Vardar et, de là, son front suit la Cerna jusqu'à Vozartzi. Le passage du Vardar est commencé par de petits détachements à l'embouchure de la Cerna et à Krivolak. Il progresse du côté de Muzanci et de Pepelisté. Des éléments de cavalerie adverse n'opposent qu'une faible résistance.

Ensuite, au cours de la journée, elle y joint un bataillon dans la direction de Pepelisté et occupe les crêtes qui dominent la rive et qui font partie de la position de Kara-Hodzali, que l'ennemi tient toujours. Quelques fractions du 21e régiment sont envoyées aussi sur l'autre rive. La gauche détache trois compagnies qui passent la rivière pour protéger le pont de Vozartzi.

L'ennemi, outre la position mentionnée plus haut, tenait le Kolak et la pente ouest dans la direction du monastère de Cicevo, ainsi que les positions à l'ouest de la gare de Drenovo, où il était installé et d'où il tenait sous son feu Vozartzi et la route de Kavadar. La progression de la division yougoslave continue et son aile droite, en combattant toute la journée, arrive au cours de la nuit à occuper les crêtes à la hauteur du village de Kara-Odzali et Cerkoes-Skoep. L'ennemi exécute ici quatre contre-attaques, toutes repoussées. Après quoi, il se retire sur Soba. La gauche de la division atteint au cours de la journée la ligne Cave-Cote 405-Elescevo.

Le commandant de la 17me D. I. C. envoie un détachement composé de deux bataillons et d'une batterie pour occuper la ligne Vozartzi-Staro-Drenovo et couvrir notre dispositif dans cette direction et pour tenir la ligne Gradsko-Kolac-Cote 220-Gornja-Cicevo. Le reste de la division est rassemblé sur la ligne Mokliste-Dabliste-Reova.

La division Choumadia est rassemblée sur la ligne Goruja-Drahovica-Barova. Sur son flanc droit une batterie ennemie a tiré quelques coups de la cote 950 au nord-est de Petrovo.

La division de cavalerie entame la poursuite dans la direction de Stip en vue d'atteindre la crête entre Toplik et Dragovo et ce permettre à nos troupes de manœuvrer librement dans ce secteur.

La 2me armée en entrant à Krivolak y a capturé trois locomotives et 170 wagons chargés de sel, de farine, deux avions allemands tout neufs, deux automobiles et toutes sortes de matériel, ainsi qu'un canon de campagne monté sur truck et destiné au tir aérien.

1re armée. — La division de la Morava continue la poursuite pour couper complètement la ligne de communication ennemie Gradsko-Drenovo-Prilep et constate que l'ennemi a incendié les dépôts à l'ouest de Pajci. Elle accomplit sa mission au cours de la journée.

A 7 h., l'ennemi se replie en désordre devant la colonne d'attaque de la division de la Drina vers Trojaci et Karevik. L'escadron divisionnaire entre à Drenu. L'adversaire fait rebrous-si che

avec leur aide et au moyen des armes, si c'est nécessaire, de chasser de notre territoire les mercenaires de la bourgeoisie tchèque et de l'impérialisme serbe.

Un autre commissaire de la guerre, Guilaume Böhm, commettait cette indiscrétion : « Je puis vous dire que dans tout le pays, des camarades s'inscrivent par milliers et dizaines de milliers dans l'armée rouge et déclarent qu'ils défendent la révolution, la république des Soviets, et qu'ils épouseront leurs frères subjugués ».

Ces confidences des chefs bolchévistes font toute la lumière sur leurs buts et leur plan. Conformément à la tactique préconisée par Liebknecht et conseillée par Lénine, ils sont tranquilles pour le moment. Ce calme intérieur leur est nécessaire pour consolider leur pouvoir et, en premier lieu, pour former une forte armée rouge, à l'aide de laquelle ils veulent « délivrer leurs frères subjugués ». Mais, simultanément, ils entreprennent une agitation effrénée dans les territoires occupés et, faisant miroiter aux yeux du peuple et des soldats d'occupation les plus absurdes promesses, ils s'efforcent de provoquer la révolution de laquelle eux seuls comptent tirer profit.

Cette situation est absolument intolérable et les quatre qui siègent à Paris doivent prononcer leur verdict. Oui ou non, agitation, ou laissera-t-on l'ennemi, couvert d'un vêtement nouveau, recommencer la guerre et détruire le succès obtenu au prix des sacrifices inouïs des peuples ?

Le temps presse.

P.

La menace bulgare et les Italiens

Les dépêches de Belgrade annoncent que, au lieu de démobiliser, les Bulgares ont ordonné une mobilisation partielle et qu'ils massent des troupes à notre frontière. Cette nouvelle paraît invraisemblable à première vue. Comment, se demanderait-on, la Bulgarie serait-elle en mesure de mobiliser, alors que les autorités alliées sont toujours à Sofia ? On répondra à cette question par l'exemple magyar. A Budapest aussi, il y avait des autorités alliées, ce qui n'a pas empêché pourtant les Magyars de faire la politique qui leur semblait bonne et salutaire, et contraire aux intérêts des Alliés. A l'exemple des Magyars, les Bulgares paraissent préparer également sous les yeux vigilants ou, s'ils ne sont pas vigilants, aveuglés de nos alliés, quelque coup pour lequel ils se croient d'ores et déjà assurés de l'impunité. Un essai qui peut réussir n'est jamais à dédaigner.

Les indices prouvent même qu'il s'agit d'un bouleversement bolchéviste à la manière magyare. Dans le trouble général qui embraserait le monde entier, les Bulgares espèrent, comme leurs frères magyars, se décharger de leurs dettes et arrondir même leurs « frontières nationales ».

Les avant-gardes de toute attaque bulgare, les comitadjis, dont l'activité est dirigée par le ministre des affaires étrangères et qui sont, pourtant, présentés comme des éléments irresponsables, font déjà des irruptions sur nos territoires, semant la

terreur et présentant leurs dévastations comme des « soulèvements nationaux ».

Cet état de choses, auquel il faut chercher un remède, est grave. Les Alliés, dont les représentants siègent à Sofia, sont responsables de tous les malheurs qui peuvent surgir. C'est à eux qu'incombe la tâche d'éliminer le danger et surtout de prendre garde que la faute commise en 1915 ne se répète pas. Surtout que les Alliés ne croient pas de nouveau, comme en 1915, que les Bulgares mobilisent contre les Turcs et les Allemands !

L'hésitation et le manque de coordination qui caractérisent les actions de nos alliés facilitent énormément les louches machinations de nos ennemis. Malheureusement, partout, nous rencontrons l'Italie où quelque chose d'hostile se trame contre nous. Au milieu de l'entente des Alliés, l'Italie apporte une note de discorde, en ceci qu'elle est toujours prête à favoriser nos ennemis. L'idée de M. Orlando que l'on ne peut discuter avec un ennemi, en l'occurrence notre peuple, se retrouve sur toute la ligne de la politique italienne. Après le Monténégro, la Croatie, l'Albanie, la Roumanie, c'est maintenant la Bulgarie que nos alliés italiens ont choisie pour champ d'action. Le chef de la mission italienne est souvent en conversation avec le roi Boris, des sociétés de commerce italo-bulgares se fondent, et c'est certainement sous l'influence des Italiens que le blocus contre la Bulgarie a été levé plus tôt que celui contre nous. Tout cela prouve de façon éclatante l'hostilité italienne qui, malheureusement, vient de se manifester, sous une forme pire encore. Les Italiens, en effet, prêtent une aide efficace aux préparatifs bulgares. Il est avéré que les autorités militaires italiennes en Bulgarie et en Macédoine accordent toutes facilités au mouvement des bandes bulgares, leur procurent les papiers nécessaires, les arment, les ravitaillent et les transportent par leurs moyens de transport à proximité de nos frontières.

L'un de nos alliés fait donc une guerre sournoise d'excitation et d'agitation entre nous.

Nous ne pouvons plus nous borner à exprimer notre indignation de ces menées. Les politiciens d'Italie, imbus de l'esprit de la Realpolitik, ne se soucient guère de notre indignation. Cette fois-ci, nous devons protester contre de tels agissements, qui ne servent en rien ni les Alliés ni les Italiens, mais qui facilitent l'œuvre destructrice de nos ennemis. Cette Conférence de Paris, où il fut dit tant de belles choses sur le droit des gens, voudra-t-elle bien jeter un regard sur ce qui se prépare contre nous ? Ou devons-nous poser la question : Sommes-nous les amis ou les ennemis de nos alliés ?

Syrmaeus.

Vu les fêtes de Pâques, le présent numéro n'a pu paraître que le 24 au lieu du 21 avril. Nous prions nos lecteurs d'en prendre connaissance.

LA RÉDACTION

Une rectification de « La Samoouprava »

La « Samoouprava », organe du ministre-président M. Protitch, publie dans son numéro du 21 mars une rectification au sujet des correspondances sur nos problèmes intérieurs et extérieurs de M. Charles Rivet, l'envoyé spécial du « Temps ». La « Samoouprava » constate que les explications de M. Rivet sur nos affaires intérieures sont très arbitraires et dans certains cas absolument inexacts. Le journal belgradois ajoute qu'il lui semble fort douteux que M. Drachkovich ait pu élever des accusations aussi injustifiées contre M. Pachitch. Si cela était vrai, cependant, l'organe de M. Protitch déclare se réserver le droit d'y revenir prochainement.

En ce qui concerne notre politique extérieure, la « Samoouprava » publie *in extenso*, en français, les déclarations faites par M. Protitch à M. Rivet. M. Rivet avait promis de publier trois passages importants que nous reproduisons ici, pour compléter l'information de M. Rivet parue dans le « Temps » du 15 mars. Ces passages sont les suivants :

« Dans le Banat, a déclaré M. Protitch, nous réclamons, conformément aux principes exposés, et forts de notre droit, la frontière qui irait quelque peu à l'est de la voie ferrée Béla Tzrkva, Vrchatz, Témitchivare, Arad, et au nord, la rivière de Moriche. Les prétentions des Roumains sur le Banat sont sans aucun fondement. Les Serbes se sont établis dans le Banat plus tôt que les Roumains ; ils y possèdent six évêchés et onze monastères, tandis que les Roumains n'ont rien de tout cela. Le Banat faisait partie du Duché serbe, connu sous le nom de Voïvodina, que les Serbes ont arraché en 1849 à la couronne d'Autriche et qui a subsisté onze ans.

Dans le 18^e et le 19^e siècle, Vienne, seule d'abord, ensuite avec les Magyars, a cherché à refouler les Serbes du Banat et l'a fait coloniser par des Allemands, des Hongrois et même par des Roumains. Malgré tout, le Banat a conservé dans les frontières que nous venons d'indiquer, le caractère et le type serbes. Je m'abstiens de dire aucun mot de la Transylvanie, que les Roumains ont aujourd'hui déjà, suivant l'exemple italien, annexé par décret, et par laquelle ils cherchent à arriver dans le Banat serbe. Je m'abstiens aussi de parler de la Bessarabie, que les Roumains ont également annexée. La question du Banat est pour nous d'une importance capitale et nous espérons fermement que nos droits sur ce pays ne sauraient être amoindris par des traités secrets.

« D'après ce que je viens d'exposer, vous avez ma réponse à votre deuxième question. Ces questions, une fois sérieusement posées et établies sur des bases solides, il ne peut pas y avoir lieu à des marchandages et, par cela même, à maximum et à minimum. Quand on réclame le minimum, il est naturel de supposer qu'on demande quelque chose que l'on peut abandonner et que la demande n'a pas de bases solides. Ce n'est pas notre cas. Nous

demandons uniquement ce qui nous appartient et que nous ne pouvons pas ne pas demander.

« Jusqu'à présent nous n'avons pas eu de différends sérieux ni avec les Roumains, ni avec les Grecs, et malgré l'attitude de la Grèce et de la Roumanie pendant cette guerre, attitude qui aurait pu susciter des plaintes justifiées de notre part, l'idée de relations plus intimes avec les uns aussi bien qu'avec les autres nous est très sympathique. Car, il y a un point qui ne laisse aucun doute : si la Roumanie et la Grèce s'étaient mises du côté de la Serbie au commencement même de cette guerre en vue de défendre toutes trois leur œuvre commune, le traité de Bucarest et la paix balkanique basée sur ce traité, la durée de cette guerre aurait certainement été abrégée, et le second traité de Bucarest n'aurait pas été signé ! Toutefois, je dois vous le dire, nos futures relations avec les Roumains dépendront beaucoup de l'attitude que la Roumanie adoptera dans la question du Banat. »

L'Italie intrigue au Monténégro

Sous le titre « L'intrigue balkanique a maintenant son foyer au Monténégro, on dit tout bas que l'or italien a été la principale cause de la dernière révolte », M. Thomas Stewart Ryan, correspondant spécial du « Chicago Tribune », envoie de Cattin à son journal, en date du 30 mars, les informations suivantes sur les événements qui se sont déroulés dernièrement au Monténégro, informations puisées à la source même.

Aussi tôt que les Autrichiens eurent évacué le pays, le parti libéral déposséda le roi et se déclara pour la Yougoslavie. Le mouvement de mécontentement contre l'ex-roi Nicolas est à tel point général que le frère lui-même de la reine détronée, Voukitch, se trouve à la tête du gouvernement provisoire. « Les liens du sang — a déclaré M. Voukitch au général Franchet d'Espèrey — ne signifient rien à côté des convictions. »

Cependant, tandis que le gouvernement consolide la situation du pays et se prépare aux élections des délégués pour l'assemblée yougoslave de Belgrade, des influences hostiles se mirent à l'œuvre. « Il est permis maintenant — écrit M. Ryan — de dire que le parti du roi comptait sur un allié de l'autre côté de l'Adriatique. Outre le lien sentimental, par la fille de Nicolas, la reine d'Italie, Rome avait tout intérêt à faire revenir le roi « anti-serbe » ; l'Italie comptait, en effet, par la création d'un Monténégro autonome, « enfoncer un coin dangereux dans le nouvel Etat slave. »

L'Italie et l'ex-roi Nicolas envoyèrent donc Plamenatz, ministre sous l'ancien régime et grand ami de l'Autriche, avec la mission de soulever le pays en répandant « l'or italien et de belles paroles du roi ».

La révolte échoua pileusement, grâce à l'opposition énergique de la population. Plamenatz s'enfuit à Scutari. Beaucoup de ses partisans réussirent à passer à Cattaro, « où ils furent revêtus d'uniformes italiens ou placés dans les hôpitaux italiens ». Pendant que la révolte battait son plein, un détachement italien était parti d'Antivari pour pénétrer dans le pays, mais il fut obligé de rebrousser chemin.

ERRATUM

Il s'est glissé, dans notre compte-rendu du livre de M. Georgévitch sur la Macédoine, une erreur typographique qui dénature le sens de la première phrase. Nous ne voulons pas dire que la question macédonienne n'existe que depuis 1913, mais bien qu'elle n'existe plus depuis 1913.

min à ses détachements pour occuper la hauteur à l'est de Carévik. Vers 10 h. 40, on remarque ses mouvements désordonnés aux environs de Carévik. Il occupe les hauteurs à l'ouest de ce village et à l'est de Smolani. L'escadron divisionnaire à ce moment est au nord de Dren. L'ennemi résiste toute la journée sur ce front, incendiant en même temps ses dépôts à Trojaci. Cependant, la colonne d'attaque s'empara à 21 h. de la hauteur à l'est de Carévik et continue la poursuite vers Toplice et Rekiye.

S'étant emparée de Dunje, la division du Danube poursuit son attaque de la Drenska et atteint un combattant à 11 h., la cote 1250, tandis que sa gauche se rapproche de Beli-Kamen sous le feu des batteries de campagne et des obusiers. En fin de journée, le gros de la droite de cette division prend pied sur la cote 1250 et ses avant-gardes se trouvent sur le versant nord, d'où elles tiennent sous le feu de leur artillerie, de leurs mitrailleuses et de leurs fusils la route de Trojaci. Le Beli-Kamen n'a pu être pris dans la journée. Un bataillon de la réserve est dirigé sur la hauteur à l'est pour faciliter l'attaque. La crête est prise dans la nuit.

La division de la Drina reçoit pour mission de continuer la poursuite en direction de Raklje, Popadija, Vojnice et Vélès, et la division de la Morava en direction ouest de Debriste, Ostrec, Cicevo, pour atteindre le Vardar. La division du Danube formera la réserve d'armée et marchera en échelons derrière la gauche de l'armée.

Bien que l'ennemi ait brûlé ses dépôts dans la direction de marche de la Ire armée, on est arrivé pourtant à en prendre quelques-uns en bon état. L'ennemi procède avec tant de précaution à la destruction des dépôts qu'il a mis le feu à un hôpital où 100 hommes furent brûlés et à un dépôt de chevaux malades où les bêtes périrent. Ces renseignements nous ont été donnés par les habitants des villages avoisinants.

L'ennemi fléchit de plus en plus devant nos attaques, et n'étaient les éléments allemands dont la mission est de détruire tout le matériel, un butin encore plus considérable serait tombé entre nos mains et les troupes bulgares seraient désagrégées encore davantage. Pour enrayer notre avance, l'ennemi arrive encore

à mettre en ligne quelques nouveaux régiments, mais ces unités sortent au combat toujours désorganisés.

Dans la journée du 22 septembre, d'après les déclarations des prisonniers, le 8^e régiment bulgare a pris part aux combats sur le front de la division du Danube avec les autres unités qui se trouvaient déjà sur le front de la Ire armée. En face de la 2^e armée, de nouvelles unités n'ont pas été constatées.

Front des armées alliées. — A droite des armées serbes, les troupes voisines ont occupé Péetrovo, Kovance, Pardovica. Plus à l'est, les Anglais s'emparent du village de Bogdaci et de Dofran. Sur notre gauche, la 11^e D. I. C. se trouve aux environs de Kokre. Les Italiens et les troupes de l'A. F. O. entrent à Toplocani. L'ennemi se maintient toujours à la cote 1248, au nord-ouest de Monastir. Sur le reste du front, activité d'artillerie croissante.

23 septembre 1918.

2^e armée. — A 16 h. la situation est la suivante : La division du Timok occupe, avec sa gauche, le Kiriz-Tepe et ses patrouilles envoyées vers le Beli-Kamen (cote 1170) se heurtent à un feu intense dirigé de ce point. Nos patrouilles de cavalerie sont entrées en liaison avec les troupes françaises à Petrovo. Elles doivent atteindre Hudovo dans la journée.

La droite de la division yougoslave s'est rapprochée à 100 m du sommet le plus élevé de la ligne de crêtes de Kara-Hodzali. La gauche, ayant laissé un détachement sur le Kúrjacki Vjs, pour observer l'ennemi, continue vers Toplice et, à l'aide de sa batterie d'extrême-gauche, celui-ci tient la ligne Kolac-Cicevo avec un bataillon, 6 mitrailleuses et une ou deux batteries. Nos éléments s'en rapprochent à 1500 m.

A 17 h. 30, la droite prend la crête de Kara-Hodzali et de l'Orléans et continue sur Soba. L'ennemi se retire vers le nord en désordre. Les éléments mis en marche en direction de Soba sont arrêtés par un feu nourri d'infanterie. La gauche gravit à 16 h. la pente à mi-chemin de Hazi-Hamzali et les avant-gardes de l'extrême-gauche passent la voie ferrée à Gradsko et s'y retranchent, tandis que l'ennemi se retire derrière le sommet de la cote 220 (Kolac et la cote 260).

La division de cavalerie a pris part avec une brigade à l'attaque de Kara-Hodzali. A 10 h., un régiment de cavalerie et une batterie de montagne sont envoyés par Hadzi-Hamzali à Toplik, pour contourner Soba et faciliter l'attaque des troupes yougoslaves.

La 17^e D. I. C. est en marche vers la ligne Kolac (cote 220)-monastère Cicevo et la division Choumadia se dirige sur la région Tremik-Przévo.

(A suivre).

LA QUESTION YUGOSLAVE. La monarchie danubienne (1878-1898). — La question serbe et les origines de la guerre : 1878-1914. — Vue générale sur la question yougoslave. — La question yougoslave depuis le Congrès de Berlin. — La question yougoslave et l'Europe nouvelle : 1914-1918, par Jules DUBEM, 1 vol. in-16, de la Bibliothèque d'Histoire contemporaine, 4 fr. 50. (Librairie Félix Alcan, Paris).

L'ouvrage comporte grandes études qui ont déjà été publiées séparément : la dernière a paru dans la « Revue de Paris » du 15 juin 1918. Mais l'ensemble a été mis au point conformément aux témoignages et aux faits nouveaux.

Après avoir ras-semblé les fondements ethnographiques, géographiques et historiques de la question yougoslave, l'auteur étudie son évolution, depuis le congrès européen de 1878. Il examine la politique slave de Berlin et de Vienne et spécialement cet anti-slavisme intégral qui était le testament politique d'Andrassy, qui fut suivi par ses successeurs, Goluchowski, Aehrenthal, Berchtold, Tisza, avec des variantes personnelles, qui s'affirma enfin sans correctifs ni mesure jusqu'à la guerre. Cette investigation conduit au règlement de la question yougoslave.

Les aspirations nationales de la Serbie

par MIL. R. VESNITCH, ministre de Serbie à Paris

Nous réclamons une rectification de notre frontière avec la Bulgarie. Elle s'impose autant du point de vue ethnique et politique qu'au point de vue stratégique. Pour des motifs qu'il serait loisible de discuter actuellement, la Russie a énergiquement favorisé les Bulgares au détriment des Serbes, en 1878. Aux lèvres de Bismarck vint alors la fameuse boutade: « La paix du monde dépend-elle donc des frontières serbes? » Il ne se rendait pas compte, en effet, combien il importait à la paix du monde que ces frontières fussent aussi justes que possible, car elles n'ont pas cessé d'être une cause de friction et de conflits entre les deux peuples. Le Congrès de Berlin n'a pas voulu tenir compte des 16.000 signatures de ceux qui demandaient, se sentant Serbes, l'union à la Serbie. D'autre part, on sait les ambitions impérialistes des Bulgares ainsi que la versatilité de leur politique. Depuis leur affranchissement par les armes étrangères (russes, serbes et roumaines), les Bulgares ont suivi successivement la politique russe, anglaise, turque, balkanique, pour se lier définitivement avec les Empires Centraux, contre leurs bienfaiteurs et leurs meilleurs amis de la veille. Il est à espérer, pour l'honneur du genre humain, que la félonie bulgare puisse rester sans exemple. Mais il serait, d'autre part, monstrueux pour elle de sortir de cette guerre sans avoir subi les conséquences de sa trahison. La délimitation actuelle doit réparer les fautes commises au traité de Bucarest (août 1913) et qui ont permis à la Bulgarie de rendre la voie ferrée Belgrade-Salonique impraticable aux Alliés. D'autre part, la ligne Bordeaux-Odessa, passant par la Serbie et la Roumanie, doit être mise hors d'atteinte de l'interception bulgare.

Nos futures frontières avec la Roumanie doivent correspondre, dans la mesure du possible, aux limites ethnographiques. Nous sommes voisins de nos amis roumains depuis que, les uns et les autres, nous vivons dans ces pays. Exemple sans pareil dans l'histoire du monde, nous n'avons jamais eu à nous plaindre les uns des autres, et, pour notre part nous désirons sincèrement suivre, à l'avenir, la même politique. Si, sous l'influence austro-allemande du dernier demi-siècle, les Roumains ont paru de temps en temps vouloir se départir de cette politique sage et saine, nous espérons qu'ayant retrouvé la liberté de leurs mouvements, ils reprendront maintenant le droit chemin. Des raisons historiques, ethniques, morales et économiques militent en notre faveur dans la partie ouest du Banat. Elles sont fortement appuyées par des considérations d'ordre et d'intérêt européens qui exigent une sérieuse couverture de la vallée de la Morava, ainsi que de Belgrade. Si cette effroyable guerre doit léguer une leçon aux peuples européens, ce serait, à notre avis, la nécessité pour les Roumains, les Yougoslaves et les Italiens, de s'entendre franchement et loyalement pour former, d'un commun et sincère accord, une barrière infranchissable contre de nouvelles poussées germaniques vers l'Orient.

Il ne semble pas que la Conférence de la Paix doive éprouver de grandes difficultés quant à notre délimitation avec la future Magyarie et avec l'Autriche allemande. L'action concentrée des Allemands et des Magyars en vue de la germanisation et de la magyarisation des Serbes, Croates et Slovènes, méthodiquement soutenue et encouragée par Berlin, Vienne et Budapest, a été, au cours du dernier siècle, d'une telle vigueur, qu'il est étonnant qu'elle n'ait pas obtenu plus de résultats. Il faudra enrayer résolument cette poussée pour rendre à nos peuples, avec de solides frontières naturelles, les provinces prises sur nous par les armées de l'oppression. J'espère que l'on ne voudra pas fermer les yeux sur la lutte inégale qu'eurent à soutenir sur ce terrain nos frères slovènes.

En abordant le problème le plus épineux que la Conférence ait à résoudre, je dois, immédiatement, constater que sa difficulté n'est qu'extérieure et politique. Elle provient de la contradiction où nos amis italiens se sont mis, en prenant d'une main le Pacte de Londres (25 avril 1915), de l'autre les solennelles déclarations des Alliés et le programme Wilson. Si cette guerre doit conserver son caractère primordial qui est l'opposition à l'impérialisme d'une nation, tel que l'ambitionnait l'Allemagne, si ses résultats doivent être conformes aux principes pour lesquels des millions d'hommes ont donné leur vie, si, comme tous s'y attendaient, elle doit engendrer un nouveau monde, le monde qu'avaient rêvé Cavour, Mazzini, Garibaldi, les frontières de l'Italie et du nouveau royaume des Serbes, Croates et Slovènes se-ont aisément délimitées parce que la nature, les lois économiques et morales,

la volonté des populations intéressées coopèrent en vue d'un résultat juste et satisfaisant pour les deux nations. Si, au contraire, le gouvernement de Rome persiste dans ses prétentions, basées sur un pacte conclu dans des circonstances et en vue de situations que la guerre a changées, alors le règlement qui en sortira ne sera qu'un acte provisoire contre lequel la partie injustement lésée aura le droit de faire au moins toutes ses réserves. Dans des circonstances semblables, sinon identiques, notre cœur a saigné quand, en 1878, se fondant sur de pareils actes avec la Russie, les Habsbourg ont enlevé à notre peuple la Bosnie et l'Herzégovine. A cette époque aussi nous avons affirmé nos réserves contre l'injustice, comme nous l'avions fait en 1908. Malgré la grandeur de notre droit, notre voix a été étouffée. La justice a été lente à venir: tout le monde la voit aujourd'hui, mais au prix de quels sacrifices? Que de cette tragique leçon, du fruit, du moins, ne soit pas perdu!

Comme sur toutes les bordures ethniques, quand les Italiens et les Yougoslaves se rencontrent, il arrive qu'ils s'entre-pénétrant. Avec de la bonne foi des deux côtés, il ne sera pourtant pas difficile de trouver une délimitation juste, correspondant à l'ensemble des légitimes intérêts des deux parties. Ce qui est incompréhensible pour nous autres, Yougoslaves, c'est de voir les Italiens vouloir prendre pied sur notre rive de l'Adriatique et sur les îles qui forment le prolongement de nos côtes. A l'exception des arguments historiques, bien faibles d'ailleurs, parce que Venise n'a dominé sur nos côtes que par la force d'une puissance maritime éteinte jusqu'à la mer Noire, aucune considération d'ordre moderne n'autorise l'Italie à émettre de telles prétentions. Économiquement, géographiquement, ethniquement et moralement, ces côtes forment partie intégrante de leur hinterland qui est yougoslave. J'ai toujours pensé que l'Adriatique devait nous séparer politiquement de l'Italie, mais que cette mer devait, en même temps, former le plus ferme trait d'union entre nos deux peuples, se tenant franchement et loyalement la main par dessus les flots. Il y a certes, sur nos côtes, des gens qui parlent la langue de Dante et de Pétrarque, comme il y a, et comme il y aura de nos gens qui sont et d'autres qui deviendront citoyens italiens, et, dans ma pensée, il est même heureux que cela soit ainsi, les uns et les autres pouvant dans l'avenir servir d'utiles traits d'union entre nos deux nations. Il ne faut pourtant pas que d'aucun côté leur nombre soit important, pour des raisons sur lesquelles il serait, d'ailleurs, inutile d'insister. Qu'on veuille bien se garder à Rome de glisser sur la pente de la politique de l'Autriche dans les Balkans. Contrairement à l'opinion qui trouvait faveur à Berlin et à Vienne, le Gouvernement italien a été, pendant plus d'un demi-siècle, partisan du principe « les Balkans aux Peuples balkaniques ». Cette politique a été la bonne. J'avoue ne pas comprendre l'intérêt que l'Italie pourrait avoir à en changer. Les impérialismes d'Europe ont été engloutis dans la débâcle des Puissances Centrales. Une démocratie, telle que l'Italie, peut-elle reprendre le programme à son compte? Je ne le pense pas, mais, au contraire, suis porté à croire que le peuple italien, tel que je le connais, comprend difficilement la politique du baron Sonnino, qui le conduisit à un antagonisme irréductible avec notre peuple, sans autre profit qu'une popularité factice, d'autant plus qu'abandonnant la politique de toute sa vie, il irait ainsi contre ses propres déclarations antérieures.

Ceci m'amène au rôle que le Gouvernement italien a assumé dans la question monténégrine, rôle absolument contraire aux traditions italiennes. Les hommes d'Etat italiens ont-ils oublié les départs du roi de Naples et du grand-duc de Toscane? Comment concilient ils leur politique actuelle au Monténégro avec les principes qui ont présidé à l'unité italienne? Est-il possible qu'ils ignorent que les Monténégrins sont aussi bien Serbes que les Toscans étaient Italiens et qu'ils contestent aux premiers le droit que tout homme de bonne foi reconnaît aux seconds? Serbes comme ceux de Serbie ou de Bosnie, les Monténégrins ont proclamé leur union indissoluble avec leurs frères de Serbie et de tous les pays yougoslaves. Est-il concevable un seul moment que le gouvernement de Rome, issu lui-même du plébiscite, s'y oppose au nom du peuple italien? C'est à peine croyable. Et pourtant, c'est vrai.

Nous ne touchons pas à nos frontières avec la Grèce. Et nous observerons la même règle envers l'Albanie, sauf dans

le cas où l'on voudrait changer le statut qu'elle a reçu à Londres en 1913. Nous ne pouvons ni ne voulons publier que le Gouvernement albanais, présidé par Essad Pacha, a observé une conduite non seulement loyale, mais aussi franchement amicale envers les Alliés dans cette guerre. Comme il ne veut pas être ingrat envers ses grands alliés pour tous les secours qu'ils lui ont prodigués, le peuple serbe ne peut pas non plus être ingrat envers le gouvernement d'Essad Pacha qui a soutenu et favorisé loyalement et d'une manière chevaleresque, sa pénible retraite à travers l'Albanie et le sauvetage du reste de son armée et de ses réfugiés. Il est à nos yeux paradoxal et même scandaleux de voir aujourd'hui se promener dans la capitale des peuples alliés et se présenter même devant la Conférence de la Paix, au nom du peuple albanais, des hommes qui, jusqu'à hier pour ainsi dire, étaient au service des Puissances Centrales et de leur créature, le *mbret* Prince de Wied, — alors que certains gouvernements alliés sont allés jusqu'à interdire à Essad Pacha le passage par leur territoire!

En rendant compte à ses collègues du gouvernement princier de l'époque, des difficultés qu'il avait rencontrées, en 1878, à Berlin, à défendre les intérêts serbes, M. Ristić (1) écrivait: « Aucun autre Etat d'Orient n'a eu à se débattre au milieu d'obstacles aussi forts et aussi compliqués que ceux auxquels nous avons eu à faire face ». Les représentants du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, auront très probablement, le peu enviable privilège de faire la même constatation en écrivant sur la Conférence actuelle le rapport final. La vitalité de notre nation a surmonté toutes les difficultés du passé. Sa résolution de vivre dorénavant sa propre vie dans un Etat indépendant et libre et de se vouer à l'œuvre du Progrès et de la Civilisation est inébranlable. Nos alliés ne peuvent pas ne pas voir combien nos aspirations nationales sont justes et nous rendre justice; ce sera pour eux un surcroît de gloire et, pour la paix de l'Europe, une garantie de plus.

Lettre ouverte à M. Wilson

Monsieur le Président,

Au moment où vont se fixer les destinées non seulement de notre nation yougoslave, mais celles du monde en général, permettez aux soussignés de Vous adresser les lignes suivantes:

Monsieur le Président, pendant des siècles notre peuple, opprimé par le nombre et par la force matérielle des étrangers, a conservé pourtant la conviction que la justice remporterait la victoire finale. Le nombre de nos ennemis ne nous a pas brisés, notre âme a gardé sa foi.

Monsieur le Président, lorsqu'au cours de cette sanglante guerre vous eûtes proposé au monde entier les principes en vertu desquels seuls pourrait se conclure une paix durable, la foi de notre nation fut de nouveau raffermie, nos forces furent restaurées.

On ne nous permit pas d'exprimer nos sentiments, mais sous la terreur des baïonnettes et de la potence, nous avons travaillé avec ferveur à l'écrasement de la tyrannie. Le coup que nous, Yougoslaves, avons donné à nos infâmes oppresseurs, eut une grande portée pour la cause des Alliés, mais il fut surtout d'une importance décisive pour la victoire de l'Italie.

Sous le joug séculaire, notre nation ne put pas créer des organes capables d'influencer l'opinion du monde, la lutte de résistance absorbant nos forces tout entières. Nous ne pensions pas à rendre publique notre œuvre — nous accomplissions simplement notre devoir. Pendant la grande guerre, nous nous sommes encore moins occupés de cette publicité, car nous avions foi en la parfaite sincérité des Alliés, qui ont adopté les principes proclamés en premier lieu par Vous et par la puissante Nation Américaine, dont bien des fils de notre sang font partie intégrante. La génération actuelle de notre patrie si éprouvée est une génération de sacrifices. Nos victimes sont innombrables.

(1) Puisque le nom de cet homme d'Etat revient pour la seconde fois, je ne saurais me refuser le plaisir de transcrire ce qu'écrivait de lui Gambetta, le 11 septembre 1874: « J'étais heureux, dit le grand patriote français, de me trouver en face d'un homme qui avait pu discipliner tout un peuple... Je pressentais en cet homme un secret et fier allié pour le jour où il faudra prendre et étreindre le monstre germanique entre les Latins de l'Ouest et les Slaves de l'Est, et l'étouffer dans cette double étreinte. C'est de ce côté qu'il faut jeter les yeux; c'est sur les confins entre l'Europe et l'Asie qu'il faut aller chercher les compagnons de guerre et de délivrance. » Et je renonce à tout commentaire de ces lignes prophétiques.

Monsieur le Président, aujourd'hui, en Votre présence, on décide de notre sort. Est-ce qu'il faudra encore des victimes?

Faisant partie de cette génération sans nom, qui n'a pas la liberté, sur tout notre territoire, de faire connaître sa volonté propre, nous estimons remplir notre devoir en éclairant le monde, et avant tout nos voisins les Italiens, sur les sentiments de notre peuple.

Nous prenons la liberté de Vous soumettre cette déclaration, à Vous, Monsieur le Président, pour qui notre nation professe la plus profonde vénération et dont nous considérons les principes pour la conclusion de la paix mondiale comme un évangile que nous n'abandonnerons pas.

Nous, c'est-à-dire toute la nation yougoslave des Serbes, Croates et Slovènes, considérons notre territoire entier comme notre propriété exclusive et non partageable. Nous défendrons la Soca (Isonzo) aussi bien que les contrées les plus méridionales qui nous appartiennent par le sang et par la langue. La Dalmatie, berceau de notre civilisation yougoslave, est sacrée et intangible pour nous, non moins que la province de Gorizia, arrosée de notre sang et mère de nos meilleurs fils.

Nous devons exclure toute compensation. L'Italie ne peut pas nous dédommager, car c'est sur son territoire d'avant-guerre même que vit notre peuple. Les organes de notre corps ne doivent pas être lésés.

Nous repousserions la sanction d'un tort qui nous a été causé pendant des siècles. Le sol que nous réclamons est à Dieu et à nous; c'est nous qui avons labouré cette terre, c'est nous qui la labourons encore, c'est là que nous sommes nés, là que nos pères reposent.

L'étranger y a établi et maintenu des stations d'exploitation. Il serait contraire au droit naturel que nous fussions contraints de devenir un appendice de ces stations.

Si l'Italie a combattu pour la justice contre le crime, est-ce qu'on la récompensera par un nouveau crime?

Nos délégués à la Conférence de la Paix vous ont offert l'arbitrage dans notre différend avec l'Italie.

La nation yougoslave a approuvé cette décision de nos délégués, à cause du respect illimité qu'elle a pour Vous, Monsieur le Président.

Ceux qui ont accepté Vos principes, mais qui refusent Votre arbitrage, ceux-là refusent aussi de permettre que soit réalisé un vœu de la nation — ils savent bien pourquoi.

Monsieur le Président, que l'on règle le différend selon Vos principes, ce qui veut dire conformément à la justice. Nous ne craignons pas le plébiscite de la nation; au contraire, tout autre arrangement amènerait la traite des blancs au cœur de l'Europe.

Nous croyons fermement que Vous ne consentirez pas à un tel acte, auquel aucun Yougoslave ne pourrait apposer sa signature.

On peut bien nous imposer une paix par la violence, mais pour combien de temps? L'effondrement du militarisme allemand nous a donné la meilleure preuve que la force ne prime pas le droit.

Notre nation a traversé des siècles de souffrances, mais elle n'a pas fléchi dans sa foi, elle restera debout malgré tout.

Ne connaissant pas l'arrêt que la Conférence va prononcer sur le sort de notre pays, nous attendons d'un cœur tranquille la fête de Pâques. Nous ignorons si nous avons déjà eu notre Vendredi saint, ou si nous avons à peine commencé à gravir notre Calvaire; jamais cependant nous ne perdrons la foi dans la Résurrection.

La nation italienne a toujours joui auprès de nous des plus vives sympathies; nous admirons son génie; notre action ne gardera pas rancune à la nation voisine; on pourra bientôt oublier ce malentendu momentané — espérons-le — mais la nation italienne doit savoir qu'en poursuivant le chemin où elle est engagée actuellement, elle n'aboutira qu'à une réussite éphémère et sûrement à un avenir inconnu. Ce n'est évidemment pas l'intérêt de la nation italienne, ni de la nôtre.

Dans la contrée montagnarde, près de la source de l'Isonzo, il existe une légende yougoslave: « Zlatorog » (le chamois aux cornes d'or) y garde des trésors immenses dans le cœur de nos montagnes. Le chasseur qui le tuerait trouverait la clef qui lui donnerait accès à toutes ces richesses. Mais gare à lui, s'il ne faisait que blesser le chamois aux cornes d'or! Son sang, en arrosant le sol, ferait croître des fleurs miraculeuses qui guériraient instantanément ses blessures, et, dans sa rage, il précipiterait le chasseur audacieux dans les gouffres béants de la montagne.

Monsieur le Président, à l'heure où le monde est embrasé autour de nous, nous tenons à Vous adresser cette lettre, car nous y avons exprimé les véritables sentiments de notre nation et ils sont les seuls d'importance pour l'avenir.

Genève, le 8 avril 1919.

Vladimir FABJANTCHITCH, Antoine LUCHINE, Dr Matej SMALC, délégués du Conseil National de Ljubljana.